

Arrêté temporaire de circulation
Remplacement de poteaux téléphoniques,
LIEU-DIT LA GAGNERIE (LA JUBAUDIERE)

Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges,
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,
VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
VU le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R 110-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 415-6,
VU la demande par laquelle **SAS SK LINE demeurant TSA 70011 Chez Sogelink 69134 DARDILLY CEDEX représentée par Iona LESURTEL** - demande l'autorisation d'occuper temporairement le domaine public.,
CONSIDÉRANT que des travaux pour le **remplacement de poteaux téléphoniques** rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée **de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 04/05/2026 au 05/05/2026 LIEU-DIT LA GAGNERIE (LA JUBAUDIERE),**

ARRÊTE

ARTICLE 1

À compter du 04/05/2026 et jusqu'au 05/05/2026, la circulation est alternée par B15+C18 LIEU-DIT LA GAGNERIE (LA JUBAUDIERE),.

ARTICLE 2 - SIGNALISATION

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SAS SK LINE.

ARTICLE 3 - CHARGES D'EXECUTION

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Beaupréau-en-Mauges, le 13 avril 2026
Le Maire de la Commune de Beaupréau-en-Mauges

Régis **LEBRUN**



DIFFUSION:

- SAS SK LINE
- BRANGEON
- HDV
- Pompier de La Poitevineière
- Mairie La Jubaudière

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr; dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.